



Les dégâts du veto américain

Par [Denis Sieffert](#)

Mondialisation.ca, 16 novembre 2006

[AFPS](#) 16 novembre 2006

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit régional comme un autre. Tout événement qui se passe du côté de Jérusalem, de Ramallah ou de Gaza, de Tel-Aviv ou même de Beyrouth détermine un peu de l'humeur du monde.

Depuis de nombreuses années, nous défendons ici une idée qui n'est pas très originale, quoique tout de même contestée par certains : le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit régional comme un autre.

Son importance ne se mesure ni à la surface des territoires disputés, ni au poids socio-économique de ses protagonistes, ni même au nombre de ses victimes.

Il est pour nous autres, Français, ou Européens, ou Occidentaux, un conflit central qui empoisonne nos sociétés. Et c'est peu dire qu'il représente pour le monde arabo-musulman une sorte de butte-témoin des relations avec l'Occident. Si nos médias le couvrent et peut-être le surcouvrent, chacun avec sa sensibilité, il n'y a donc rien d'anormal. Tout événement qui se passe du côté de Jérusalem, de Ramallah ou de Gaza, de Tel-Aviv ou même de Beyrouth détermine un peu de l'humeur du monde.

C'est ainsi que, une fois de plus, les images du carnage de Beit Hanoun ont bouleversé l'opinion sous toutes les latitudes. Dix-neuf morts dans ce village du nord de la bande de Gaza, anéantis par des missiles israéliens. Toute une famille décimée... C'est à hurler.

Comme c'est à hurler quand une bombe humaine frappe des civils israéliens, dans un bus ou dans un restaurant. À cette différence près que c'est d'un côté un État moderne, usant des armes les plus sophistiquées, qui frappe avec une froide détermination ; et de l'autre, des individus ou des groupes portés par la rage et le désespoir. D'un côté, c'est la raison d'État, et d'un État qui ne veut pas, au fond, céder un pouce de son projet colonial ; et de l'autre, c'est la déraison qui résulte d'un sentiment d'impuissance.

Mais aux images insoutenables de Beit Hanoun s'est ajouté un fait politique qui en aggrave la signification. Il s'agit bien sûr du veto américain opposé dimanche au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution arabe condamnant le massacre (et les roquettes palestiniennes tirées sur Sderot).

Dans son injustice narquoise, ce veto est moralement aussi épouvantable que le massacre lui-même. Il fait une fois de plus l'apologie du non-droit absolu.

Quand on sait que ce conflit se mène en permanence sous les yeux du monde entier, et que beaucoup y forgent leur morale, on mesure les dégâts que peut provoquer un tel acte

politique. Le désespoir est venu de New York, où siège l'ONU.

L'espoir vient donc d'ailleurs. Il vient d'abord de la relance de la négociation inter-palestinienne visant à constituer un gouvernement d'union nationale, mêlant représentants du Hamas, du Fatah et personnalités de la société civile. On se souvient que cette négociation était sur le point d'aboutir au mois de juin dernier quand l'enlèvement d'un soldat israélien et la violente répression qui s'ensuivit bloquèrent le processus.

Reste à savoir si Israël accepterait de discuter avec un tel gouvernement, ou si d'autres arguties seraient avancées pour rejeter une fois de plus la possibilité d'un dialogue.

Parallèlement, l'espoir vient aussi de la Ligue arabe. Ce qui est plutôt rare si l'on considère l'effacement historique des capitales arabes dans ce conflit. Pour une fois, une proposition a jailli d'une réunion convoquée en urgence dimanche au Caire. Les pays de la Ligue sont convenus de verser des fonds à destination de l'Autorité palestinienne et de tenter ainsi de briser le blocus économique imposé par Israël.

Les mêmes ont envisagé de relancer l'initiative saoudienne de 2002 : une normalisation totale et définitive des relations entre le monde arabe et Israël en échange d'un retrait des territoires occupés depuis 1967. Il y a quatre ans, Israël avait balayé d'un revers de main cette offre de paix globale. Le ministre saoudien des Affaires étrangères a cette fois suggéré que ce plan soit discuté au cours d'une conférence internationale à laquelle participeraient Israéliens et Palestiniens. Mettant ainsi chacun face à ses responsabilités. Le Hamas compris.

Vu d'ici, on peut seulement s'autoriser cette interrogation : n'est-il pas paradoxal que l'offre de paix vienne du régime féodal de Ryad, et non de l'une ou de plusieurs grandes capitales occidentales ?

Les choses bougent un peu aussi à Washington. La cuisante défaite de Bush aux élections au Congrès, le 7 novembre, et la crise irakienne commencent à rendre audibles d'autres voix. Depuis un certain temps déjà, le vieux James Baker, ancien patron de la diplomatie américaine sous George Bush père, et promoteur en 1991 de la conférence de Madrid, milite en faveur d'un dialogue avec l'Iran et la Syrie. Ce serait évidemment la fin de « l'axe du Mal », cher au fiston Bush.

Encore faudrait-il pour cela que le dialogue soit ouvert sans conditions. Il faudrait aussi que la centralité du conflit israélo-palestinien soit reconnue. Baker veut bien discuter avec le président iranien Ahmadinejad, mais pas avec le Hamas. Ce qui au fond n'est guère étonnant. Reconnaître la direction palestinienne pour ce qu'elle est, c'est commencer à envisager une solution à ce conflit. Et c'est prendre le risque d'être rapidement en porte à faux avec Israël. Ce qui reste impensable aujourd'hui encore chez les Démocrates comme chez les Républicains.

[AFPS](#)

La source originale de cet article est [AFPS](#)

Copyright © [Denis Sieffert](#), [AFPS](#), 2006

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca